La science n'est pas à la fête.

La très vénérable CPU, constituée de gens bien installés, désireux d'être proches du pouvoir, gens bien informés, ou cherchant à l'être, ne peut être suspectée d'être une réunion d'ultragauchistes voulant s'attaquer avec violence aux caténaires de l'Université. Les membres de la CPU ont cependant tenu à envoyer au Président de la République un communiqué où ils expriment, de façon curieusement directe, leur très grande inquiétude de ne pouvoir tenir leurs personnels face à la destruction annoncée de leurs métiers, de leurs statuts, de leurs conditions de travail et de rémunérations. Ce n'est pas bon signe.

Même si le ministère claironne avoir largement habillé Guy en oubliant de communiquer sur le fait que, pour ce faire, on a déshabillé beaucoup de Jean-Charles, les budgets des universités françaises, malgré les maquillages et mensonges des plans com' usuels du ministère (jeu sur l'intégration des retraites des personnels, sur les glissements vieillesse technicité, sur les périmètres et contours, sur la prise en non-compte de l'inflation), apparaissent, même au dernier des niais, comme en diminution. De surcroît, et bien malheureusement, les très conséquentes demandes de restitution de postes ne peuvent être maquillées (pour l'UPMC 14 postes d'enseignant-chercheurs à restituer cette année et, au minimum, 11 l'année prochaine). Les personnels des universités qui auront moins de pain n'auront qu'à manger de la brioche qui, rappelons-le, était dans l'ancienne Autriche, le pain brun de mauvaise qualité.

De façon moins nationale, examinons comment la LRU a été mise en musique spécifiquement sur Paris 6. Tous les membres intellectuellement honnêtes des conseils centraux peuvent en témoigner, le fonctionnement de ces derniers relève d'une triste farce que l'on ne peut même pas qualifier de parodie de démocratie. Les représentants étudiants comprennent à chaque nouvelle réunion des conseils centraux combien on leur a menti et combien on a cherché à les manipuler. Arguant de leur caractère consultatif les avis du CTP, du CEVU, et même du Conseil Scientifique, ne sont jamais pris en compte en CA. Ces instances consultatives se trouvent, de facto, vidées de leur sens. Tout lecteur avisé de la loi LRU pouvait s'attendre à ce que tout le pouvoir soit concentré dans un seul conseil: le Conseil d'Administration. Le fonctionnement effectif du CA de l'UPMC nous fait alors accéder à une expérience extrême, et fort dépaysante, de démocratie biélorusse. L'aspect délibératif du CA est réduit à sa plus simple expression. Aucun amendement, proposition, détail, ou suggestion la plus infime, émanant de membres du CA n'appartenant pas au parti de l'hyperprésident n'est jamais pris en compte, le mantra étant "on vote sans aucune modification les textes de l'hyperprésident".

Les membres du CA doivent voter des textes rédigés en toute hâte par la garde rapprochée de l'hyperprésident, sans en changer une ligne, sans même être autorisés à corriger les fautes d'orthographes, les incohérences logiques, les erreurs manifestes qu'elles soient comptables, juridiques ou factuelles. Les membres du parti de l'hyperprésident et leurs supplétifs, ne font même pas semblant de s'exprimer, ils se taisent en bon godillots et votent en bons godillots.

Notre hyperprésident si mal élu, si peu représentatif des catégories B et C de notre université, et si peu représentatif du secteur science de notre université (mais est-ce si grave que le président d'une université de sciences ait une quelconque légitimité dans les catégories B et C du secteur science ?) a verrouillé sa majorité au CA grâce aux membres extérieurs qu'il a lui-même nommés (merci la loi LRU). La caporalisation, voulue par la loi LRU, se teinte, spécifiquement à l'UPMC qui se veut "leader", d'une bunkérisation du pouvoir de la très restreinte garde rapprochée de l'hyperprésident. Cette bunkérisation est coloriée par une culture de la rétention absolue d'information, et une solide culture du mépris.

Lors du dernier CA un budget non sincère, aux imprécisions volontaires, fut à nouveau présenté (il n'avait pu être voté lors de l'avant-dernier CA faute de quorum). Les membres du conseil d'administration furent sommés de voter un budget impressionniste où les notions de CAF (capacité d'autofinancement) et d'amortissement sont définies de façon totalement surréalistes (et en fait parfaitement erronées), budget où le flou le dispute à la vacuité, pour mieux dissimuler quelques éléphants de 44 millions d'euros sous le tapis budgétaire, alors que l'on nous avoue qu'il n'y a pas d'argent pour les GVT: les personnels qui se sont docilement soumis à l'évaluation de leur directeur de service apprécieront. Lorsque les membres de RU (réinventer l'université) font remarquer que les chiffres du budget ont sensiblement changé entre les documents soumis à l'avant-dernier CA et ce dernier, un vice-président ne répond pas sur le fond et déclare: in fine on corrigera tous ces chiffres dans les DBM à suivre ! En français courant: administrateurs faites nous un chèque en blanc et circulez, il n'y a rien à voir !

Une chose néanmoins émerge de tout ce flou: le budget est sans contrôle aucun et nous assistons à une mise en place d'une conséquente augmentation de la précarité à l'UPMC. Rappelons à titre d'exemple, qu'à l'UPMC, le pourcentage de contractuels BIATOSS était déjà passé de 12.5% en 2004 à 29.5% en 2007 (chiffres tirés des bilans sociaux 2004 et 2007).

Pour rester dans cette veine budgétaire, le communiqué (sur le non vote en décembre du budget de Paris 6 par absence de quorum) que RU avait tenu à faire diffuser, il y a plus d'un mois de cela, à l'ensemble des personnels, dans le cadre du droit syndical dûment garanti par notre université, fut tout simplement *interdit de diffusion par notre hyperprésident*, en contradiction absolue avec les libertés syndicales des universités, les dispositions spécifiques de notre université sur la diffusion des informations syndicales, et, bien évidemment, les belles promesses électorales de la liste de notre hyperprésident.

A quoi bon des libertés syndicales, pour vous informer lisez le gratuit 20minutes où vous découvrez, je cite notre hyperprésident fervent défenseur de la réforme: "*L'équipe à la tête de l'université pourra organiser les emplois du temps*, recruter des étudiants tuteurs, embaucher un prof étranger star ou un chercheur à la pointe. *En somme, dépenser l'argent comme bon lui semble*" (sic). Dans une autre livraison toute récente du même gratuit, notre hyperprésident exprime, en des termes très directs dont on ne peut que le féliciter, *sa répulsion à " recruter des enseignants qu'il faudra rémunérer pendant trente ans*" (resic).

Si les budgets, les libertés formelles, tout cela vous dépasse, vous voulez assurément savoir comment, ce qui est plus proche de vous, les UFR, les comités de sélection, la modulation des services, vos primes, vos statuts, vont être modifés par la LRU, et plus spécifiquement, par la déclinaison de la LRU à l'UPMC fièrement devenue autonome.

Nous allons de nouveau, et dans la précipitation la plus totale, voter prochainement pour nos conseils d'UFR. Au vu des textes de notre administration on peut aussi constater l'avis de décès des UFR qui sont promises à ne plus être "qu'une instance de proposition", en français courant "rien", même pas un théatre d'ombres. Comme le disait dans ses exercises de communication externe notre hyperprésident (Source AEF - dépêche n^0 103608): "les directeurs d'UFR seront mes préfets". Quelle chance, ils pourront avoir un très bel habit avec une très belle casquette ... De surcroît les UFR s'appelleront maintenant des Facultés, nous devrons donc appeller nos préfets des doyens. Dans les années à venir la modernité des réformes sera donc "vintage".

Marqués par l'erreur de 1984 où ils avaient accepté un alourdissement sensible de leur service d'enseignement en échange de promesses qui n'ont jamais été tenues, tous les enseignant-chercheurs se sentent maintenant extraordinairement concernés par la destruction programmée de leurs statuts, et les chevaux de l'apocalypse accompagnant cette destruction: modulation des services et primes à la tête du client, comités de sélection *ad hoc*. Sur ce dernier point, rusé comme un renard, un certain vice-président de l'UPMC demandait, habilement, le 24 décembre au soir, par courrier électronique, aux présidents des comités de spécialistes de fournir, après large concertation avec eux-mêmes, des noms pour les membres extérieurs de ces futurs comités de sélection. Vous n'avez donc plus à craindre le clientélisme, les mafias et autres coteries, vous en avez maintenant la certitude. Vous serez jugés sur vos qualités d'allégeance et de souplesse d'échine. Quant aux modulations, les décharges de service et primes pour quelques gens en cour devront, bien sûr, être compensées par des surcharges de service sans primes imposées à tous les autres, avec pour les opposants notoires, un traitement spécial avec une limite de 384 heures. On sait rester humain.

Bienvenue, donc, dans cette nouvelle année de contre-réformes, où vous allez pouvoir dire adieu à feu l'indépendance des universitaires, à feu vos statuts et garanties, à feu les libertés syndicales, et saluer les primes aux affidés, apprécier l'arrogance sans limite de petits barons médiévaux cumulants toutes les fonctions des directoires aux comités de sélection, saluer l'émergence d'une pesante nomenklatura de petits marquis administratifs infiniment mieux payés que vous, chargée de gérer les ressources humaines précaires qui se substitueront à vos corps mis en extinction. Bonne et heureuse année,

Bienvenue à l'Université Précaire, Médiévale et Clientéliste (UPMC).

La liste Réinventer l'Université et les syndicats CGT, FO, SNeSup, SNCS, SUD Education, UNSA.

PS: C'est l'époque des soldes. Vous disposez, encore pour quelques semaines, du droit de grève et même de manifestation avant que l'on solde également ces libertés. Profitez en pour manifester le 29 janvier et vous préparer aussi pour la grève du 2 février, totale et reconductible.